

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2744

[C — 2009/31385]

28 MAI 2009. — Arrêté 2009/177 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 21 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 18 mars 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du Budget donné le 19 mars 2009;

Vu l'avis 46.337/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le chapitre II de l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE II. — *Les centres d'orientation spécialisée*

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « centre », un centre d'orientation spécialisée.

Art. 4. Pour être agréé, un centre qui remplit les missions définies à l'article 18 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 20 du décret doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2^o se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3^o disposer de locaux dont il a l'usage exclusif pendant les heures de consultation et qui sont accessibles aux personnes handicapées de la catégorie pour laquelle il est agréé;

4^o disposer d'un équipement permettant un examen complet de la personne handicapée et comprenant une batterie de tests appropriés en fonction de la catégorie de personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse;

5^o disposer d'une équipe d'orientation pluridisciplinaire;

6^o s'assurer la collaboration d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréé ou d'un médecin spécialiste en réadaptation pour la catégorie de personnes handicapées à laquelle le centre s'adresse;

7^o tenir un dossier par bénéficiaire;

8^o se soumettre aux évaluations, aux visites et aux contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

9^o transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins le nombre d'examen d'orientation réalisés et leur type;

10^o tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège;

11^o s'engager à informer dans les quinze jours l'administration de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Pour chaque membre du personnel, le centre exige, avant l'engagement, de recevoir un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de 3 mois à la date d'entrée en fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel.

Art. 5. L'équipe d'orientation pluridisciplinaire visée à l'article 4, 5^o est composée d'au moins un psychologue ou assistant en psychologie et d'un assistant social. En outre, un membre du personnel est chargé du secrétariat.

Art. 6. Chaque centre est agréé pour l'examen des personnes handicapées atteintes d'une déficience de l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

1^o déficience visuelle;

2^o déficience auditive;

3^o déficience intellectuelle ou psychique;

4^o déficience physique;

5^o déficience neurologique;

6^o déficience du langage.

Chaque centre est agréé pour l'examen des personnes handicapées de l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

1^o enfants;

2^o adolescents;

3^o adultes.

Art. 7. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et les renseignements suivants :

1^o une copie des statuts de l'ASBL tels que publiés au *Moniteur belge* accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration ou l'attestation de l'université dont dépend le centre;

2° la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de son siège d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées que le centre se propose d'examiner, la ou les catégories d'âge auxquelles le centre souhaite s'adresser, la description des moyens qui seront mis en oeuvre afin d'assurer ses missions et la date de demande de prise de cours de l'agrément sollicité;

4° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;

5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

6° le rapport du centre régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

8° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au centre et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté relatives à sa fonction;

9° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies;

10° la liste de l'équipement dont le centre dispose ou qu'il se propose d'acquérir;

11° le règlement de travail;

12° les conventions conclues avec un centre de réadaptation fonctionnelle ou un médecin spécialiste en réadaptation.

Art. 8. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 9. Lorsque la demande d'agrément est complète, l'administration l'instruit et organise une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément.

Après avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, le Collège prend une décision qui est notifiée au demandeur. Si la section « personne handicapées » dudit Conseil consultatif n'a pas donné son avis dans le délai imparti par le membre du Collège, il est passé outre.

Art. 10. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

La décision d'agrément précise la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées qui peuvent être examinées et la ou les catégories d'âge des personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse.

Art. 11. La demande de renouvellement d'agrément du centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le centre demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier initial ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 12. Toute demande de modification d'agrément par le centre est introduite auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande.

Cette demande est instruite et il est statué selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 13. Le centre qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 14. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée au centre une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au centre par lettre recommandée. Le centre dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément au membre du Collège qui recueille l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 15. L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du service ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Art. 16. Un examen complet d'orientation spécialisée est composé des cinq volets suivants :

A. Volet psycho-socio-pédagogique :

1° l'anamnèse qui retrace le passé scolaire, social et professionnel,

2° l'examen des aptitudes intellectuelles (intelligence générale, information verbale, aptitude numérique, raisonnement logique, représentation spatiale, compréhension technique, attention, mémoire),

3° l'examen de la dextérité, de la coordination motrice et de la latéralisation,

4° la mesure des acquis pédagogiques,

5° l'évaluation des facteurs de personnalité et de comportement,

6° l'évaluation des facteurs d'adaptabilité (milieu familial et social, motivation, degré d'autonomie, vécu du handicap);

B. Volet professionnel :

1° les éléments visés au A, 1° à 6°,

2° l'examen des aptitudes professionnelles (réactions, rythme de travail, exécution, méthode, sens de l'organisation),

3° l'évaluation des intérêts professionnels;

C. Evaluation des facteurs de personnalité au moyen de tests projectifs;

D. Volet neuro-psychologique (attention, mémoire);

E. Examen médical pouvant comprendre l'examen général complet, l'examen neuro-psychomoteur, l'examen de la vue, de l'ouïe, de la parole, des systèmes fonctionnels.

L'examen médical comprend en outre les conclusions relatives au diagnostic, au traitement et à l'appareillage, aux indications et aux contre-indications au regard des déficiences et des capacités du demandeur et des exigences de l'intégration envisagée, s'il échet à l'adaptation de l'habitation ou du poste de travail.

L'examen d'orientation spécialisée doit être réalisé individuellement à la demande de l'administration. Cet examen doit être réalisé soit dans un centre de réadaptation fonctionnelle avec lequel le centre est lié par une convention soit au sein du centre.

Pour chaque personne handicapée, l'administration indique au centre quelles parties de l'examen doivent être réalisées.

Art. 17. L'administration communique la liste des centres agréés par le Collège aux personnes handicapées concernées.

Art. 18. L'administration adresse au centre choisi par la personne handicapée les éléments utiles à la réalisation de l'examen.

Les éléments médicaux sont transmis au médecin attaché au centre. Les autres éléments sont transmis à l'équipe pluridisciplinaire du centre.

Art. 19. Le rapport de l'examen d'orientation spécialisée réalisé par le centre est transmis à l'administration au plus tard dans les 30 jours qui suivent la date de l'examen.

En outre, le centre communique les conclusions de l'examen à la personne handicapée lors d'un entretien prévu à cet effet et ce, dans les 30 jours qui suivent la date de l'examen. A la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, le centre lui communique les conclusions par écrit.

Art. 20. Les examens d'orientation spécialisée effectués par les centres donnent droit à charge de l'administration à une intervention égale aux montants précisés en annexe.

Les montants repris dans cette annexe sont liés à l'indice santé de référence de décembre 2007. A partir du 1^{er} janvier 2009, ces montants sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2007}}$$

Cette intervention n'est due que si le rapport a été transmis à l'administration et les conclusions à la personne handicapée dans le respect des conditions fixées aux articles 16 et 19. »

Art. 3. L'annexe du même arrêté est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 4. Dans l'article 22 du même arrêté, le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins :

a) le nombre de personnes handicapées accompagnées, mentionnant l'âge et la commune de résidence et la durée de l'accompagnement pédagogique;

b) la nature des demandes, les domaines de formation et l'évaluation des résultats obtenus. »

Art. 5. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. L'encadrement pédagogique et l'accompagnement psycho-pédagogique visés à l'article 22, 4° ne doivent pas se substituer aux missions de l'établissement d'enseignement ou de formation mais doivent être complémentaires à celles-ci, pour toutes les aides liées spécifiquement à la déficience de l'étudiant ou du stagiaire. »

Art. 6. Dans l'article 26 du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour l'encadrement pédagogique :

— de personnes diplômées ou des étudiants ayant précédemment acquis les compétences utiles pour les matières apprises par l'étudiant ou le stagiaire concerné ou de personnes justifiant de compétences particulières en lien avec la déficience et utiles à l'accompagnement pédagogique;

— d'interprètes en langue des signes ou de translittérateurs repris sur les listes approuvées par le Collège de la Commission communautaire française, en vertu des articles 48 et 49 de l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds. »

Art. 7. Dans l'article 27 du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° qui sont atteintes d'une déficience, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques et qui justifient la nécessité d'un accompagnement pédagogique et relevant de l'une ou de plusieurs des catégories suivantes :

a) déficience visuelle;

b) déficience auditive;

c) lésion neurologique centrale;

d) autisme;

e) déficience intellectuelle légère;

f) d'une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable. »

Art. 8. A l'article 58, alinéas premier, du même arrêté les mots « et l'annexe » sont supprimés.

Art. 9. Le membre du Collège ayant la Politique d'Aide aux personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2009.

Par le Collège :

Le Président du Collège,
B. CEREXHE

Le Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe de l'arrêté 2009/177 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle

Annexe à l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle - Montant des interventions accordées dans le cadre des examens d'orientation spécialisée

VOLET	NATURE DE L'EXAMEN	MONTANT DE L'INTERVENTION
A	Anamnèse	55 euros
	Examen des aptitudes intellectuelles	83 euros
	Examen des aptitudes manuelles	28 euros
	Mesure des acquis pédagogiques	33 euros
	Facteurs de personnalité	44 euros
	Facteurs d'adaptabilité	28 euros
B	Aptitudes professionnelles	28 euros
	Intérêts professionnels	28 euros
C	Examen de la personnalité (tests projectifs)	138 euros
D	Examen neuro-psychologique	110 euros
E	Examen médical	61 euros
Remise de conclusions		110 euros

Vu pour être annexé à l'arrêté 2009/177 du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 modifiant l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle.

Bruxelles, le 28 mai 2009.

Par le Collège :

Le Président du Collège,
B. CEREXHE

Le Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2744

[C - 2009/31385]

28 MEI 2009. — Besluit 2009/177 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de maatschappelijke en professionele integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie;

Gelet op het advies van de Afdeling 'Personen met een handicap' van de Brusselse Franstalige adviserende raad van Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 21 januari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2009;

Gelet op de instemming van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 19 maart 2009;

Gelet op het advies 46.337/4 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2009, in toepassing van artikel 84, § 1, 1ste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid Bijstand aan personen met een handicap;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtend artikel 138.

Art. 2. Hoofdstuk II van het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie wordt vervangen door het volgende :

« HOOFDSTUK II. — *De centra voor gespecialiseerde oriëntering*

Art. 3. Wat de toepassing van dit hoofdstuk betreft, dient men onder « centrum » een centrum voor gespecialiseerde oriëntering te verstaan.

Art. 4. Om erkend te zijn, dient een centrum dat de opdrachten vervult zoals gedefinieerd in artikel 18 van het decreet en dat samengesteld is overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van het decreet tegemoet te komen aan volgende voorwaarden :

1° de activiteitszetel op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigen;

2° de verplichtingen naleven die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hem neerkomen;

3° beschikken over lokalen die het exclusief gebruikt gedurende de uren van consult en die toegankelijk zijn voor personen met een handicap in de categorie waarvoor het erkend is;

4° beschikken over een uitrusting waarmee een volledig onderzoek van de persoon met een handicap mogelijk is waarin een reeks aangepaste tests opgenomen is volgens de categorie van personen met een handicap waartoe het centrum zich richt;

5° beschikken over een multidisciplinair oriënteringsteam;

6° over de medewerking beschikken van een erkend revalidatiecentrum of van een arts die gespecialiseerd is in revalidatie voor de categorie van personen met een handicap waartoe het centrum zich richt;

7° een dossier voor elke begunstigde bijhouden;

8° zich onderwerpen aan evaluaties, aan bezoeken en controles georganiseerd door de administratie en de administratie in het bezit stellen van elk vereist verantwoordingsstuk voor de uitoefening van deze controle;

9° jaarlijks aan de administratie een activiteitenverslag voorleggen opgesteld volgens het model dat door de administratie werd vastgelegd en waarin ten minste het aantal uitgevoerde oriënteringsonderzoeken en de soort ervan wordt vermeld;

10° een boekhouding per kalenderjaar bijhouden volgens het model vastgelegd door het Lid van het College;

11° zich ertoe verbinden de administratie binnen veertien dagen te informeren over elke wijziging met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden en de betoelaging.

Voor elk personeelslid vereist het centrum, vóór de aanwerving, een uittreksel van het strafregister te ontvangen waarvan de datum van afgifte niet meer dan 3 maanden eerder mag zijn dan de datum van de in functietreding. Dit document is te vinden in het persoonlijk dossier van elk personeelslid.

Art. 5. Het multidisciplinair team voor oriëntering bedoeld in artikel 4, 5° bestaat uit ten minste een psycholoog of een assistent in psychologie en een maatschappelijk assistent. Bovendien wordt een personeelslid met het secretariaat belast.

Art. 6. Elk centrum wordt erkend voor het onderzoek van personen met een handicap die getroffen zijn door een deficiëntie in één of meer van volgende categorieën :

1° gezichtsdeficiëntie;

2° gehoordeficiëntie;

3° geestelijke of psychische deficiëntie;

4° lichamelijke deficiëntie;

5° neurologische deficiëntie;

6° spraakdeficiëntie.

Elk centrum wordt erkend voor het onderzoek van personen met een handicap in één of meer van volgende categorieën :

1° kinderen;

2° tieners;

3° volwassenen.

Art. 7. De erkenningsaanvraag moet per aangetekend schrijven bij de administratie worden ingediend volgens het hiervoor opgestelde model. De administratie stuurt dan binnen tien dagen een bewijs van ontvangst.

Deze aanvraag dient volgende documenten en inlichtingen te omvatten :

1° een kopie van de statuten van de VZW zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, samen met hun eventuele wijzigingen evenals de lijst van de leden van de raad van bestuur of het getuigschrift van de universiteit waarvan het centrum afhangt;

2° de naam van het centrum, de adressen van de maatschappelijke zetel en van de activiteitszetel;

3° de beschrijving van de huidige activiteiten of de lopende activiteiten, de categorie of categorieën van de deficiënties waarmee de personen met een handicap getroffen zijn en die door het centrum zullen worden onderzocht, de leeftijdscategorie of Bcategorieën waartoe het centrum zich wenst te richten, de beschrijving van de middelen die aangewend zullen worden om de opdrachten te vervullen en de datum van het van kracht worden van de gevraagde erkenning;

4° de naam van de verantwoordelijke belast met het dagelijks bestuur en die door de inrichtende macht gemandateerd is om het centrum te vertegenwoordigen;

5° een kopie van de plannen van de bezette gebouwen waarin de bestemming en de oppervlakte van de gebouwen is vermeld;

6° het verslag van het regionaal brandweercentrum daterend van minder dan drie jaar;

7° de lijst van het personeel van het centrum met de kwalificaties, de functies, het arbeidsregime of, desgevallend, het aanwervingsplan van het personeel;

8° een kopie van het contract op het gebied van verzekering burgerlijke aansprakelijkheid ten opzichte van de ontvangen personen met een handicap;

10° de lijst van de uitrusting waarover het centrum beschikt of het voornemen heeft te beschikken;

11° het arbeidsreglement;

12° de overeenkomsten die afgesloten zijn met een revalidatiecentrum of met een arts die gespecialiseerd is in revalidatie.

Art. 8. Indien het verzoek om erkenning niet volledig is, dan licht de administratie de aanvrager hierover in, die over een termijn van drie maanden beschikt om zijn aanvraag aan te vullen. Bij gebrek, wordt het verzoek als nietig beschouwd.

Art. 9. Wanneer de aanvraag om erkenning volledig is, wordt deze door de administratie behandeld, die een bezoek organiseert om te controleren of het centrum tegemoetkomt aan de erkenningsvoorwaarden.

Na advies van de afdeling 'Personen met een handicap' van de Brusselse Franstalige raad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, neemt het College een beslissing die aan de aanvrager wordt bekendgemaakt. Indien de afdeling 'personen met een handicap' van de genoemde adviserende raad binnen de toegestane termijn geen advies heeft uitgebracht, wordt er verder gegaan.

Art. 10. Het College kent de erkenning voor een duur van vijf jaar toe, die niet van kracht mag worden op een vroegere datum dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur is verlengbaar.

In de erkenningsbeslissing worden de categorieën van deficiënties gepreciseerd waarmee de personen met een handicap getroffen zijn en de leeftijdscategorieën van de personen met een handicap tot wie het centrum zich richt.

Art. 11. De aanvraag van een verlenging van de erkenning van het centrum wordt bij de administratie ingediend uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode die gedekt is door de vorige beslissing van erkenning.

Het centrum blijft erkend tot het College zich over de verlengingsaanvraag heeft uitgesproken.

De documenten in het oorspronkelijke dossier hoeven niet aan de aanvraag om verlenging te worden toegevoegd voor zover ze nog steeds de trouwe weergave zijn van de situatie op de datum van de aanvraag van de erkenningsverlenging.

Art. 12. Elk verzoek om wijziging van de erkenning door het centrum wordt bij de administratie ingediend. In deze aanvraag wordt het voorwerp van de wijziging gepreciseerd en gemotiveerd.

De administratie stelt het centrum op de hoogte van de nodige elementen voor het onderzoek van de aanvraag.

Deze aanvraag wordt onderzocht en de uitspraak gebeurt volgens de regels die van toepassing zijn op de erkenningsaanvraag.

Art. 13. Wanneer het centrum de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, wordt het hierover door de administratie op de hoogte gebracht, die het centrum verzoekt orde op zaken te stellen.

Art. 14. Wanneer deze voorwaarde niet wordt nageleefd binnen een termijn van twee maanden, dan richt de administratie per aangetekend schrijven een met redenen omklede ingebrekestelling aan het centrum.

Indien de administratie na een termijn van een maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog steeds niet vervuld zijn, dan stelt zij het lid van het College in het bezit van een voorstel van opening van de procedure tot schorsing of intrekking van de erkenning. In dit voorstel wordt rekening gehouden met de situatie van het personeel en van de personen met een handicap.

Indien het lid van het College dit voorstel goedkeurt, dan maakt de administratie dit aan het centrum per aangetekend schrijven bekend. Het centrum beschikt dan over dertig dagen om een memorie in te dienen en zich te laten horen, op eigen verzoek, door de administratie, die de dag en het uur van de hoorzitting bepaalt.

De administratie overhandigt binnen dertig dagen volgend op de hoorzitting een voorstel van behoud, schorsing of intrekking van de erkenning aan het lid van het College, die binnen de drie maanden van de aanhangigmaking het advies inwint van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor Bijstand aan personen en Gezondheid inwint.

De administratie legt binnen dertig dagen volgend op het advies van de adviserende raad het voorstel samen met dit advies aan het lid van het College voor. Het College spreekt zich binnen twee maanden na ontvangst van dit advies uit.

De beslissing van het College wordt per aangetekend schrijven door de administratie bekendgemaakt.

Art. 15. De administratie deelt onmiddellijk de beslissing van schorsing of van intrekking van de erkenning aan het personeel van de dienst mee evenals aan hun vakbondsvetegenwoordigers.

Art. 16. Een volledig onderzoek van gespecialiseerde oriëntering bestaat uit vijf delen :

A. Het psycho-sociale-pedagogische deel :

1° de anamnese met de schoolse, sociale en professionele voorgeschiedenis,

2° het onderzoek van het verstandelijke vermogen (algemene intelligentie, mondelinge informatie, numeriek vermogen, logische redenering, voorstelling in de ruimte, technisch begrip, aandacht, geheugen),

3° het onderzoek van de behendigheid, de motorische coördinatie en de lateralisatie,

4° het meten van de pedagogische vaardigheden,

5° de evaluatie van de factoren van persoonlijkheid en gedrag,

6° de evaluatie van de factoren van aanpassing (familiale en sociale kring, motivatie, graad van autonomie, beleving van de handicap);

B. Het professionele deel :

1° de elementen bedoeld bij A, 1° tot 6°,

2° het onderzoek van de beroepsvaardigheden (reacties, werkritme, uitvoering, methode, gevoel voor organisatie),

3° evaluatie van de beroepsbelangen;

C. Evaluatie van de factoren van de persoonlijkheid door middel van projectieve tests;

D. Het neuro-psychologische deel (aandacht, geheugen);

E. Medisch onderzoek dat eventueel het volgende omvat : volledig algemeen onderzoek, neuro-psychomotorisch onderzoek, onderzoek van het gezichtsvermogen, van het gehoor, van de spraak, van de functionele systemen.

Het medisch onderzoek omvat bovendien de conclusies met betrekking tot de diagnose, de behandeling en de toestellen, de indicaties en contra-indicaties ten opzichte van de deficiënties en de capaciteiten van de aanvrager en de vereisten van de overwogen integratie, en desgevallend tot de aanpassing van de woning of van de werkpost.

Het gespecialiseerde oriënteringsonderzoek moet individueel uitgevoerd worden op verzoek van de administratie. Dit onderzoek moet uitgevoerd worden ofwel in een centrum voor revalidatie waarmee het centrum verbonden is door een overeenkomst, ofwel binnen het centrum.

Voor elke persoon met een handicap, geeft de administratie aan het centrum aan welke delen van het onderzoek uitgevoerd dienen te worden.

Art. 17. De administratie deelt de lijst van de door het College erkende centra aan de betrokken personen met een handicap mee.

Art. 18. De administratie richt aan het door de persoon met een handicap gekozen centrum de elementen die nodig zijn voor de uitvoering van het onderzoek.

De medische elementen worden aan de arts van het centrum overgemaakt. De overige elementen worden aan het multidisciplinaire team van het centrum overgemaakt.

Art. 19. Het rapport van het onderzoek van gespecialiseerde oriëntering dat door het centrum wordt uitgevoerd, wordt uiterlijk binnen dertig dagen volgend op de datum van het onderzoek aan de administratie overgemaakt.

Bovendien deelt het centrum de conclusies van het onderzoek aan de gehandicapte persoon mee ter gelegenheid van een gesprek dat hiertoe wordt gepland, binnen dertig dagen volgend op de datum van het onderzoek. Op verzoek van de persoon met een handicap of zijn/haar wettelijke vertegenwoordiger, deelt het centrum hem/haar schriftelijke conclusies mee.

Art. 20. De door de centra uitgevoerde onderzoeken van gespecialiseerde oriëntering geven recht, ten laste van de administratie, op een tegemoetkoming die gelijkstaat met de in bijlage gepreciseerde bedragen.

De bedragen die in deze bijlage zijn vermeld zijn verbonden aan de gezondheidsindex van december 2007. Vanaf 1 januari 2009 worden deze bedragen jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot behoud van de competitiviteit van het land, hierna de gezondheidsindex genoemd, aan de hand van deze formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{Gezondheidsindex december 2007}}$$

Deze tegemoetkoming is slechts verschuldigd indien het rapport aan de administratie werd overgemaakt en de conclusies aan de persoon met een handicap werden overgemaakt met naleving van de voorwaarden vastgesteld in artikelen 16 en 19. »

Art. 3. Het bijvoegsel van hetzelfde besluit wordt vervangen door het bijvoegsel bij dit besluit.

Art. 4. In artikel 22 van hetzelfde besluit, wordt 12° door het volgende vervangen :

« 12° jaarlijks aan de administratie een activiteitenverslag overmaken dat opgesteld is volgens het door de administratie vastgestelde model en waarin ten minste worden vermeld :

a) het aantal begeleide personen met een handicap, met vermelding van de leeftijd en van de gemeente van de woonplaats en de duur van de pedagogische begeleiding;

b) de aard van de verzoeken, de domeinen van de opleiding en de evaluatie van de verkregen resultaten. »

Art. 5. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door het volgende vervangen :

« Art. 23. De pedagogische omkadering en de psycho-pedagogische begeleiding bedoeld in artikel 22, 4° mogen niet de plaats innemen van de opdrachten van de onderwijsinrichting of van de opleidingsinrichting maar dienen aanvullend te zijn voor alle hulp die specifiek verbonden is met de deficiëntie van de student of van de stagiair. »

Art. 6. In artikel 26 van hetzelfde besluit, wordt 2° door het volgende vervangen :

« 2° wat de pedagogische omkadering betreft :

— van gediplomeerde personen of studenten die voorheen de nodige bevoegdheden hebben verworven voor stoffen die door de student of de stagiair werden aangeleerd of door personen die over bijzondere bevoegdheden beschikken in verband met de deficiëntie en die nuttig zijn voor de pedagogische begeleiding;

— van tolken in gebarentaal of transliteratoren zoals ze vermeld zijn op de door het College van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurde lijsten, krachtens artikelen 48 en 49 van het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de toelagen die toegekend worden aan de begeleidingsdiensten en aan de tolkdiensten voor doven. »

Art. 7. In artikel 27 van hetzelfde besluit, wordt 1° door het volgende vervangen :

« 1° die getroffen zijn door een deficiëntie die aanzienlijke moeilijkheden met zich meebrengt welke niet voldoende gecompenseerd kunnen worden door technische ondersteuning en die een pedagogische begeleiding vereisen en van één of meer van de volgende categorieën afhangen :

a) gezichtsdeficiëntie;

b) gehoordeficiëntie;

c) centraal neurologisch letsel;

d) autisme;

e) lichte intellectuele deficiëntie;

f) een andere lichte deficiëntie waarvoor op basis van een omstandig multidisciplinair rapport werd vastgesteld dat een pedagogische begeleiding noodzakelijk is. »

Art. 8. In artikel 58, eerste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden >en het bijvoegsel' geschrapt.

Art. 9. Het Lid van het College dat bevoegd is voor het Beleid Bijstand aan personen met een handicap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 2009.

Door het College :

De Voorzitter van het College,
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met het Beleid Bijstand aan gehandicapte personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijvoegsel bij het Besluit 2009/177 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie

Bijvoegsel bij het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie B Bedrag van de toegekende tegemoetkomingen in het kader van de onderzoeken van gespecialiseerde oriëntering

DEEL	AARD VAN HET ONDERZOEK	BEDRAG VAN DE TEGEMOETKOMING
A	Anamnese	55 euro
	Onderzoek van het verstandelijk vermogen	83 euro
	Onderzoek van de manuele behendigheid	28 euro
	Meting van de pedagogische verworvenheden	33 euro
	Factoren van de persoonlijkheid	44 euro
	Factoren van de aanpassing	28 euro
B	Beroepsvaardigheden	28 euro
	Beroepsbelangstelling	28 euro
C	Onderzoek van de persoonlijkheid (projectieve tests)	138 euro
D	Neuro-psychologisch onderzoek	110 euro
E	Medisch onderzoek	61 euro
	Neerleggen van de conclusies	110 euro

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2009/177 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot wijziging van het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde oriëntering en de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en de toelagen toegekend aan de centra voor revalidatie.

Brussel, 28 mei 2009.

Door het College :

De Voorzitter van het College,
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met het Beleid Bijstand aan gehandicapte personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK